



RÉVOLUTIONNAIRES

POUR UN PARTI DES TRAVAILLEURS ET TRAVAILLEUSES, COMMUNISTE ET INTERNATIONALISTE



Pour tout CONTACT :
npacaenpsa@gmail.com

Notre SITE INTERNET :
www.npa-revolutionnaires.org

« L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre
des travailleurs eux-mêmes » – Karl MARX

FACE À L'ESCALADE GUERRIÈRE DE L'ÉTAT D'ISRAËL, LA COMPLICITÉ DES GRANDES PUISSANCES

Après Gaza et la Cisjordanie, Netanyahu étend sa guerre au Liban. Les bombardements massifs du Sud-Liban, de la banlieue sud de Beyrouth et de la plaine de la Bekaa par l'armée israélienne, ont déjà fait plus de 700 morts et des milliers de blessés depuis qu'ils ont débuté samedi 21 septembre. Après de nouveaux bombardements sur la capitale libanaise, le gouvernement israélien a annoncé avoir tué Hassan Nasrallah, le chef du Hezbollah.

Un an de massacres de civils

Le massacre de 1 200 civils et militaires israéliens le 7 octobre 2023 par le Hamas a donné au gouvernement d'extrême droite israélien la justification qu'il attendait pour lancer le pays dans une guerre sans fin. Depuis un an, l'opération d'anéantissement de la bande de Gaza a fait plus de 41 000 morts, plus de 10 000 disparus sous les décombres et près de 100 000 blessés. La quasi-totalité des infrastructures de santé, ou même des écoles, a été pulvérisée. Les survivants affrontent la famine, l'absence d'eau potable et les épidémies. En Cisjordanie, les colons et l'armée ont tué près de 700 personnes et font régner la terreur parmi les Palestiniens.

Et maintenant, c'est un pays voisin, le Liban, qui est frappé et menacé d'invasion terrestre par l'armée israélienne. Des dizaines de milliers de réfugiés fuient le Sud-Liban et les quartiers sud de Beyrouth. Pour l'État d'Israël, le fracas des bombardements sur le Liban a aussi pour avantage de détourner l'attention du génocide qui se poursuit à Gaza.

Les larmes de crocodiles des grandes puissances

Devant l'Assemblée générale des Nations unies à New York, Netanyahu est venu faire son show, certain qu'il peut compter sur le soutien sans faille des États-Unis, mais aussi de la France, de l'Allemagne ou du Royaume-Uni. Il présente la guerre contre le Liban comme une question de survie pour Israël, face au danger de la milice chiite soutenue par l'Iran, le Hezbollah. Mais tant le Hezbollah au Liban que l'Iran avaient pour le moment fait le choix de réactions très limitées après les attaques ciblées déjà menées par Israël les mois précédents dans ces deux pays. Face à l'État israélien, armé

à flux tendu par les principaux pays impérialistes, soutenu par la présence de porte-avions américains et français, l'Iran et le Hezbollah ne cherchaient pas la guerre et le risque d'un embrasement dans toute la région. Biden a beau clamer qu'il travaille à une désescalade au Liban, et Macron larmoyer sa solidarité avec le peuple libanais, leur priorité est de continuer à s'appuyer sur l'État d'Israël pour défendre leurs intérêts dans la région.

Pas en notre nom !

Les dirigeants du monde capitaliste, y compris depuis les assemblées de l'ONU, mènent leurs affaires avec la peau des peuples. Peu leur importe que les Palestiniens de Gaza se fassent massacrer et que, maintenant, les Libanais soient atteints par la guerre, tant que le maintien de leur ordre impérialiste est assuré. Il n'y a rien à attendre de leurs promesses de cessez-le-feu.

Quant au peuple israélien, il fait lui aussi les frais de cette politique, car l'avenir que le gouvernement israélien lui prépare est celui d'une guerre sans fin. En Israël, des manifestations ont lieu pour dénoncer son mépris de la vie des otages encore détenus à Gaza, mais il faudrait une contestation bien plus forte pour faire vaciller cette escalade guerrière. Nous aussi, nous devons affirmer notre opposition à ces massacres. Ils ne doivent pas se faire en notre nom. **Manifestons en nombre pour faire entendre notre solidarité avec les peuples libanais et palestinien :**

À CAEN – SAMEDI 5 octobre à 15h00 – Rdv « Place de Gaza », en face du Monoprix, blvd Leclerc

Tous ensemble contre les licenciements

Après Bosch, c'est au tour de Valéo de vouloir se débarrasser de son site de Mondeville. 300 salariés, dont une cinquantaine d'intérimaires, sont menacés de perdre leur emploi. Ils pointent à juste titre la rapacité patronale : leur usine fait des bénéfices... mais pas à la hauteur exigée par les actionnaires.

À Esson (près de Thury-Harcourt), c'est l'entreprise Inteva qui fabrique pour Stellantis et Renault des commandes électriques de portières et de vitres qui supprime la moitié des 220 emplois.

Qu'on soit de Valéo, de Bosch, d'Inteva, de Stellantis ou d'autres entreprises, nous avons intérêt à montrer la solidarité maximale les uns envers les autres. C'est tous ensemble que nous pouvons nous faire craindre des patrons, et leur limer les dents.

Ce n'est pas à nous de payer leurs stocks

Après avoir fait des samedis en H+ depuis la reprise, les stocks de pièces sont tellement élevés que le chômage revient un peu partout dans l'usine et va rogner nos paies. Ce n'est pas à nous de payer par une baisse de nos revenus le choix du groupe Stellantis de nous faire produire par à-coups.

C'est la vérité qui blesse

Avec ces H- qui se multiplient, la récente vague de contrôle aux heures de sortie des équipes ne paraît que plus ridicule.

Si on est pressés de sortir, c'est que la vie commence après l'usine, quoi qu'en pense le « psychopathe de la performance » qui dirige (encore) le groupe.

Batterie à plat mais poches patronales pleines

La moitié de la production de l'usine de batterie ACC de Douvrin (qui appartient à Stellantis, Mercedes et Total) part à la poubelle pour cause de qualité. ACC a mis en pause la construction de deux giga-usines de batteries en Italie et en Allemagne.

En Suède, le fabricant de batterie Northvolt (dont Volkswagen est 1er actionnaire) va supprimer 1 600 emplois (25 % de ses effectifs) car les commandes sont faibles. Les batteries c'était l'avenir pour reclasser les ouvriers disaient les patrons. On constate surtout qu'ils ont touché des milliards de subventions pour monter des usines de batteries qui n'assurent rien de stable.

Les travailleurs de Dumarey dans la rue !

Samedi 28 septembre, plusieurs centaines de manifestants ont défilé à Strasbourg à l'appel des syndicats de Dumarey (ex-General Motors, ex-Punch Powerglide) pour protester contre les licenciements et le risque de fermeture du site. Les salariés de Dumarey sont lâchés

par leur principal client, ZF, qui va lui-même licencier près de 14 000 salariés en Allemagne. Des délégations syndicales de toute la région étaient présentes au-delà du secteur automobile : cheminotes et enseignantes, de Constellium, Messier Bugatti, PSA, THK et Novares (également sous la menace d'une fermeture). Les salariés de Dumarey ont annoncé qu'ils n'allaient pas se laisser faire et ont appelé l'ensemble des salariés de la filière auto à converger le 17 octobre au salon de l'automobile à Paris : « Sans nous pas de bagnoles ! »

Rendez-vous au salon de l'Auto le 17 octobre

Un rassemblement est appelée le 17 octobre au salon de l'Auto. Depuis des semaines, la liste des sous-traitants qui ferment, licencient ou suppriment des postes s'allonge et des constructeurs comme Stellantis en France ou Volkswagen en Allemagne menacent plusieurs usines en Europe.

Si on reste isolé, entreprise par entreprise, ce sera plus difficile. Au contraire si nous nous coordonnons avec d'autres, de Stellantis, MA France ou Valeo, nous aurons plus de chances d'imposer le rapport de force apte à faire stopper les fermetures et licenciements !

Chiche !

« Dans certaines situations extrêmes, seul le rapport de forces peut faire évoluer les choses ». Voilà pourquoi il envisage de « bloquer les approvisionnements ferroviaires, maritimes et routiers de la région capitale ». Qui est ce dangereux révolutionnaire ? Le président du Conseil départemental du Calvados Jean-Léonce Dupont, en pétard contre l'opposition de la présidente de la Région Île-de-France à la ligne TGV normande.

Payer 100 balles pour gagner 30 minutes sur le trajet vers Paris, Jean-Léonce a les revendications de sa classe sociale : les bourgeois. Mais on peut parier que si les routiers, les dockers, les cheminots, et avec eux nous tous travailleurs nous appliquons le plan de Jean-Léonce, nous saurions trouver des revendications à la hauteur de ces méthodes...

Martinique : l'État au secours des profiteurs

La lutte contre la vie chère se poursuit en Martinique. L'État sait que l'envoi dans l'île de la CRS 8 ne suffira pas à étouffer la révolte. Alors il propose ses mesures à lui : subventionner à coup d'argent public les entreprises de fret qui livrent les marchandises par bateau dans l'île. Ce qui revient à donner encore plus d'argent à la CMA-CGM, dont le patron est déjà la huitième fortune de France ! Les travailleurs, eux, réclament des salaires à 2 000 euros minimum et dénoncent les surprofits des transporteurs et de la grande distribution.